

Entretien

Face à l'extrême droite, acceptons le défi du politique

lundi 27 février 2012, par [GERARD Gabriel](#), [LEBOURG Nicolas](#) (Date de rédaction antérieure : 1er février 2012).

Gabriel Gérard - Le Front national (FN) de Marine Le Pen est-il devenu « un parti comme les autres » comme on peut l'entendre (trop) souvent ?

Nicolas Lebourg - Tout dépend comment on se place. Peu après la fondation du FN en 1972, le ministère de l'Intérieur avait envisagé son interdiction. Aujourd'hui le FN se revendique un parti républicain, comme les autres donc, au sens de l'article 4 de la Constitution, c'est-à-dire respectant « les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie ». Effectivement, rien dans le FN de Marine Le Pen ne déroge à cet article. Mais par ailleurs, ce parti s'inscrit dans le courant national-populiste qui émerge en France dans les années 1880. Cela signifie qu'il existe de longue date dans notre société, sans rapport avec l'ombre des crimes des fascismes, et que la simple réprobation morale ne saurait suffire à l'effacer de notre vie politique.

Respect présent des formes légales, présence structurelle dans notre vie politique depuis un siècle et demi : le national-populisme est un courant qui participe à notre vie politique, comme les autres. Son système de valeurs, de références, ses diagnostics et propositions en font-ils une tendance que l'on pourrait mettre dans le même sac que la démocratie chrétienne, le socialisme etc. ? C'est un autre aspect.

On arrive ceci dit à un problème moins historique que politique : au stade de méfiance où les Français en sont vis-à-vis des partis, en désigner un comme différent revient moins à lui attirer l'opprobre que la sympathie.

Ce national-populisme est-il vraiment absorbable ? Ce mouvement qui apparaît fin XIX^e, Zeev Sternhell le dépeint comme une « droite révolutionnaire » qui a servi de matrice au fascisme.

Il y a un anachronisme chez Sternhell. L'extrême droite ne se dit et pense révolutionnaire qu'avec les contre-coups de la révolution russe de 1917 et de la Première Guerre mondiale. C'est là que les idées d'une extrême droite contestataire, nationaliste et populiste, vont, pour partie d'entre elles, muter dans les formes de l'extrême droite radicale, en particulier du fascisme. On est dans les problématiques du redécoupage de l'Europe, de la société industrielle, de la réaction des sociétés à leur brutalisation, de la concurrence révolutionnaire. Cette histoire-là ne se rejouera pas une seconde fois. Cela ne veut pas dire qu'on ne peut pas inventer pire tant les sociétés sont imaginatives pour inventer des moyens de se réprimer.

Le FN n'ajoute-t-il pas deux notions qui le distinguent : la « préférence nationale » et « l'identité » ?

Fin xixe, ce qu'on appelait la « protection du travail national » était un thème en vogue. Jules Guesde estimait que la main-d'œuvre immigrée était une modalité patronale de casse des salaires et de la

conscience prolétarienne. Le thème de « l'identité » est en revanche typique du nationalisme allemand. Les deux vont prendre de l'importance en France par la marge dite nationaliste-révolutionnaire après l'adoption de la loi réprimant le racisme en 1972. Des nationalistes-révolutionnaires puis des membres de la Nouvelle Droite décident de suivre l'exemple de leurs homologues allemands qui, face à l'interdiction de la propagande raciste, se sont investis dans le discours sur l'« identité » qui, in fine, rejette tout métissage ethnique et culturel. D'autres nationalistes-révolutionnaires, en particulier François Duprat, comprennent que la thématique sociale contre l'immigration devient le moyen de faire revivre le nationalisme hors l'ombre des fascismes.

Il est d'ailleurs notable qu'après 1981 les néo-droitiers, qui comme Bruno Mégret participent encore à la direction des partis de droite, parviennent à faire passer « l'identité » dans les programmes de ces partis. Mais face à la gauche, et avec Thatcher et Reagan au pouvoir, les droites choisissent le logiciel néolibéral.

Maintenant que celui-ci a fait faillite, la tentation est forte pour elles de se replier sur ces thèmes.

Les références, dans les discours de Marine Le Pen, à Jaurès, Clemenceau, Robespierre, De Gaulle, à la République ou encore à la laïcité ne sont-elles pas en rupture avec l'histoire de France telle que l'extrême droite l'analysait jusqu'à présent ? Une réécriture « identitaire » n'est-elle pas à l'œuvre ?

L'extrême droite française a admis qu'elle avait perdu la bataille pour les représentations historiques. Depuis le début des années 1990, elle se présente comme la « Résistance » contre les « collabos » soit, selon les courants, du « Nouvel Ordre mondial américano-sioniste », soit de « l'Occupation arabo-musulmane ». La Révolution française, la laïcité, la Résistance, sont des éléments aujourd'hui partagés au sein de la population. Elle en a pris acte. Elle l'a d'ailleurs fait d'autant plus aisément que la concurrence des mémoires pendant ce temps a présenté une histoire fragmentée, communautarisée, où la nation et son récit commun républicain ne serait plus que le travestissement des souffrances infligées à des minorités qui exigeraient aujourd'hui d'être reconnues comme « victimes ». Le réflexe « nationalitaire » ne pouvait que venir à l'appui du bon sens stratégique pour investir les thèmes et personnages que la majorité du peuple considère comme formant notre roman national.

En somme, l'investissement « identitaire » des mémoires communautaires a nourri une réappropriation également identitaire de l'histoire républicaine par l'extrême droite. Elle est ainsi enfin conforme à la culture politique républicaine des masses. Normalisée par rapport à elles et donc un possible allié pour certains.

Dans la revue *Vacarme* (printemps 2011), Annie Collovald déclare : « *La réussite du fascisme ne dépend pas des seuls fascistes, mais des compromis, transactions, relations établis avec les autres compétiteurs politiques* ». Que vous inspire cette réflexion dans le contexte actuel ?

Par le passé, les fascistes agirent ainsi. Mais le FN ne cherche pas à produire un homme nouveau dans un État totalitaire dont la guerre impérialiste serait le moteur des transformations sociétales intérieures. Ramener le FN au fascisme est une absurdité historique qui ne sert qu'à se donner des illusions de grandeur morale et, là aussi, à s'offrir le frisson mythomane de l'assimilation à la Résistance. « Les analogies historiques dont vit et se nourrit le libéralisme ne peuvent remplacer l'analyse sociale » écrivait déjà Trotsky dans Bilan et perspectives. Ce qui est juste est que l'extrême droite a acquis une puissance lobbyiste.

Depuis 30 ans, chaque changement de majorité a vu nos législations sur l'immigration changer. Le FN est un parti sans député, comptant très peu de militants, mais qui pèse avec constance sur les décisions de nos gouvernants. Il faut sortir du schéma de la société industrielle où l'importance d'un parti se comptait par rapport à son nombre de parlementaires, de militants. Or, cette stratégie s'est avérée un suicide pour les droites : quand elles avalisent les positions FN elles légitiment le transfert de ses voix vers lui et en retour l'électorat de gauche se mobilise.

Jean-Yves Camus écrit [1] : « Pendant que l'antifascisme traditionnel continuait à penser l'émergence des populismes xénophobes selon les schémas habituels de la continuité entre les années 30-40 et aujourd'hui, les extrêmes droites européennes révisaient leur logiciel politique ». Jugez-vous cette analyse pertinente ? Si oui, quelles sont, aujourd'hui, les pistes pour un combat efficace contre le FN et les activistes d'extrême droite ?

Je suis entièrement d'accord avec lui. Le discours du FN actuel n'a rien à voir avec ce qu'était le fascisme (je ne dirais pas exactement la même chose pour le FN de la moitié des années 1990).

Le FN aujourd'hui dénonce une société atomisée et planétarisée, où la marchandise est reine et nulle la responsabilité du citoyen envers la cité. Agiter le spectre des chemises noires est contre-productif.

Pour les militants politiques qui veulent faire reculer le FN, il faut affronter leurs responsabilités et non adopter des postures.

Pour la droite, cela signifie ne pas dissoudre l'échec du libéralisme dans une alliance soit idéologique soit partisane avec l'extrême droite où le discriminant ethno-culturel viendrait sauver le marché (la même politique + la préférence nationale).

Pour les socialistes et les écologistes, il leur faut admettre l'attachement des Français à des cadres unifiés avec une fonction sociale de l'État et non se satisfaire d'une société atomisée où la régulation étatique ne toucherait que les « exclus », les « sans ».

Quant à la gauche antilibérale, elle a le devoir de restaurer sa propre fonction tribunicienne en s'unifiant électoralement. Elle doit porter cette contestation du peuple français.

Sachant que le FN a pu allier ensemble poujadistes et néonazis n'ayant rien de commun, on ne connaît pas de raison sérieuse interdisant la même opération à gauche de la gauche, permettant la même pression législative sur la question sociale que celle que le FN a obtenue sur la question migratoire depuis 30 ans.

Par ailleurs, il faut dire ce que signifie « combattre le FN ». Parle-t-on des idées ou des hommes ? On a donné un boulevard aux idées et avalisé les thèmes de l'extrême droite, à droite mais aussi à gauche (des discours islamophobes des uns aux soutiens des autres à des communautaristes ethno-confessionnels type « Indigènes de la République »), tout en maintenant un système de vote qui lui interdit d'être représenté.

Faisons un détour par notre histoire récente quant à un tout autre groupe politique, le Parti communiste français. Le PCF a abandonné, en 1976, la dictature du prolétariat comme but. Mais s'il représentait un quart des voix, ce n'était pas au nom de cette utopie, mais parce que là aussi les électeurs en usaient comme d'un vote de lobbying, cette fois non quant au thème de la « préférence nationale » mais quant à celui de la « justice sociale ». Or quelle a été la politique menée à l'encontre du PCF ? On a fait de révolutionnaires rouges des pléthores de conseillers municipaux. Ils ont géré leurs villes avec leurs problèmes de voirie, d'écoles, etc. Ils ont pensé à leur réélection. On

a complètement digéré cette contestation par la normalisation.

Nous avons eu 35 députés FN entre 1986 et 1988 : on aurait conservé la proportionnelle, deux ans plus tard leur souci majeur aurait été leur réélection, la manière de séduire une partie de l'électorat du centre, et la façon de rédiger leurs notes de frais. Le cordon sanitaire doit être à l'égard des idées, des partis, mais non des hommes. Laissons les frontistes s'embourgeoiser : on aura fait reculer l'extrême droite de manière plus forte qu'avec 1 000 « mobilisations antifascistes ». En revanche, ne cédon rien sur le plan idéologique et programmatique.

Après 30 années d'échecs de la condamnation morale, à seule valeur narcissique, acceptons le défi du politique.

Propos recueillis par Gabriel Gérard

P.-S.

* Publié dans : Revue Tout est à nous ! 29 (février 2012).

* Nicolas Lebourg est historien et chercheur, auteur de *Le monde vu de la plus extrême droite - Du fascisme au nationalisme-révolutionnaire* (Presses universitaires de Perpignan, 2010). Il collabore avec Joseph Beauregard pour le webdocumentaire « François Duprat, une histoire de l'extrême droite ».

Notes

[1] <http://tempsresents.wordpress.com/2011/07/13/jean-yves-camus-identite-divise-droites/>